vinetur

Alcohol Action Ireland accuse un rapport de la filière de vouloir faire dérailler les avertissements sanitaires irlandais

Selon le groupe, renvoyer le débat à Bruxelles pourrait bloquer une loi déjà retardée, qui impose des avertissements sur le cancer et les maladies du foie sur les bouteilles et les canettes

mercredi 11 novembre 2026



Alcohol Action Ireland a vivement critiqué mardi 10 novembre un rapport économique financé par la filière, affirmant que cette étude sert à relancer le débat sur les avertissements sanitaires prévus en Irlande pour les boissons alcoolisées et à porter la question devant l'Union européenne, où, selon le groupe, la mesure pourrait être bloquée indéfiniment.

Le différend porte sur un rapport récemment publié par Indecon pour Drinks Ireland, le groupe de l'Ibec qui représente les producteurs de boissons alcoolisées. Selon Alcohol Action Ireland, le rapport met en avant la contribution fiscale du secteur, notamment 1,2 milliard d'euros de droits d'accise et 1,4 milliard d'euros de taxe sur la valeur ajoutée, mais recommande que l'étiquetage des boissons alcoolisées soit traité à l'échelle de l'UE plutôt que dans le cadre de la loi nationale irlandaise.

Alcohol Action Ireland, un groupe indépendant de défense de la santé publique qui se consacre à la réduction des dommages liés à l'alcool, a déclaré que cette approche affaiblirait la loi irlandaise sur la santé publique (alcool), qui impose des informations sanitaires obligatoires sur les produits alcoolisés vendus dans le pays. Les étiquettes devaient entrer en vigueur le 22 mai, mais leur mise en place a été reportée à septembre 2028 à la suite de pressions de l'industrie de l'alcool, selon le groupe.

Dans un communiqué, Sheila Gilheany, directrice générale d'Alcohol Action Ireland, a déclaré que le rapport financé par l'industrie ne prenait pas en compte le coût plus général de l'alcool pour la société. Elle a cité les estimations de l'Organisation mondiale de la santé, selon lesquelles les dommages liés à l'alcool peuvent représenter jusqu'à 2,5 % du produit intérieur brut, soit, selon elle, environ 15 milliards d'euros en Irlande si l'on inclut les coûts des soins de santé et des services sociaux, la perte de productivité au travail et les dépenses du système judiciaire.

Sheila Gilheany a également déclaré que ces chiffres ne rendent pas compte d'autres préjudices, notamment des conséquences pour les familles et des coûts associés aux troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale, une affection neurodéveloppementale qui dure toute la vie et qui est liée à l'exposition prénatale à l'alcool. Elle a affirmé que l'Irlande affichait le troisième taux le plus élevé au monde de troubles du spectre de l'alcoolisation fœtale, qui pourraient concerner jusqu'à 7,4 % de la population.

Le principal différend politique porte sur la question de savoir si l'Irlande doit poursuivre la mise en place de sa propre loi sur les avertissements ou attendre un cadre européen commun. Alcohol Action Ireland estime que renvoyer la question à Bruxelles retarderait, dans les faits, l'application des règles irlandaises, voire les ferait échouer, car l'UE ne dispose d'aucune législation harmonisée imposant des avertissements sanitaires sur les boissons alcoolisées et que l'industrie s'oppose depuis longtemps à un étiquetage plus strict.

Sheila Gilheany a déclaré que la recommandation du rapport de traiter l'étiquetage à l'échelle européenne constituait « la première salve » d'une nouvelle tentative de faire dérailler la loi irlandaise. Elle a fait valoir que les producteurs de boissons alcoolisées cherchent à déplacer le débat vers une enceinte où il est plus difficile de parvenir à un accord et où les précédentes initiatives de santé publique ont été affaiblies par les pressions des lobbies.

Le groupe a cité le plan européen de lutte contre le cancer, lancé en 2021, comme exemple d'une initiative de santé publique qui, selon lui, a été édulcorée sous la pression de l'industrie. Alcohol Action Ireland a déclaré que cet antécédent le rend particulièrement méfiant face à toute tentative de transférer la prise de décision du cadre législatif irlandais vers une négociation plus large au niveau de l'UE.

La question dépasse le cadre des politiques de santé publique, car elle pourrait influer sur les règles d'étiquetage et les coûts de mise en conformité des producteurs de vin, de bière et de spiritueux qui vendent leurs produits en Irlande, tout en alimentant un débat plus large sur l'harmonisation des avertissements sanitaires sur l'alcool dans l'UE ou leur maintien sous la responsabilité des gouvernements nationaux. Pour les entreprises du secteur, l'issue pourrait avoir des conséquences sur les choix d'emballage, les exigences à l'exportation et la possibilité que les différents États membres adoptent des règles divergentes.

Alcohol Action Ireland s'est également inquiété de propos attribués au ministre irlandais de l'Agriculture, Martin Heydon, par son homologue italien, Francesco Lollobrigida, et selon lesquels l'Irlande aurait déjà décidé de renvoyer la question de l'étiquetage au niveau européen. Le groupe a déclaré qu'un tel changement

constituerait un sérieux recul par rapport à une loi déjà adoptée par le Parlement irlandais.

Les règles irlandaises d'étiquetage ont attiré l'attention à l'international, car elles imposeraient d'apposer sur les bouteilles et les canettes des informations sanitaires, notamment des avertissements sur le lien entre l'alcool, les maladies du foie et les cancers mortels. Leurs partisans affirment que ces étiquettes fourniraient aux consommateurs des informations claires au moment de l'achat. Les organisations professionnelles du secteur soutiennent que toute exigence de ce type devrait être uniforme dans le marché unique de l'UE.

Alcohol Action Ireland a déclaré que, même avant la date d'entrée en vigueur prévue de la loi, certaines étiquettes d'avertissement sanitaire avaient commencé à apparaître sur des produits alcoolisés dans les magasins irlandais, les producteurs se préparant à se conformer aux règles. Le groupe a cité une étude récente sur l'exposition précoce aux étiquettes, selon laquelle deux personnes sur cinq parmi celles qui les avaient vues ont déclaré que ces informations les avaient amenées à réfléchir aux effets de l'alcool sur la santé, tandis qu'une sur quatre a indiqué avoir décidé d'acheter moins d'alcool, ou de ne pas en acheter, lors de cette visite en magasin.

Le groupe s'est appuyé sur ces résultats pour soutenir que l'étiquetage peut modifier le comportement des consommateurs et que c'est l'une des raisons pour lesquelles l'industrie s'y oppose. Sheila Gilheany a déclaré que de grands producteurs avaient qualifié l'étiquetage des informations sanitaires de risque pour les bénéfices et que l'industrie utiliserait probablement le rapport d'Indecon et de Drinks Ireland dans ses échanges avec le gouvernement à l'approche de l'échéance de septembre 2028.

Ce nouvel échange laisse le gouvernement irlandais soumis à des pressions persistantes, tant de la part des défenseurs de la santé publique que de l'industrie des boissons, au sujet d'une mesure déjà reportée une fois. La loi reste en vigueur, mais la question de savoir si l'Irlande appliquera ses propres avertissements ou cherchera une solution à l'échelle de l'UE est loin d'être tranchée.